



ASSOCIATION POUR LA FONDATION RES PUBLICA

PARIS-BERLIN-MOSCOU
UNE EMANCIPATION EUROPEENNE

**« PARIS-BERLIN-MOSCOU
UNE EMANCIPATION EUROPEENNE »**

Egon Bahr

Jean-Pierre Chevènement

Biographie de M. Egon Bahr

Né en 1922. Il veut faire de la musique mais, sous le III^e Reich, se voir refuser l'entrée du conservatoire, ayant une grand-mère juive. Poursuit des études de commerce puis sert deux ans dans la Wehrmacht.

Au lendemain de la guerre, Egon Bahr commence une carrière de journaliste.

En 1960, Willy Brandt lui demande de prendre la direction du service de presse du Land de Berlin.

1961-1963 : au côté de Willy Brandt, il réfléchit, suite à l'édification du mur de Berlin, à une « nouvelle Ostpolitik ». Ces réflexions font grand bruit quand elles sont présentées pour la première fois en public dans le cadre d'une conférence devant l'Académie protestante de Tutzing.

1966-69 : collaborateur du ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier Willy Brandt dans le gouvernement de grande coalition.

1969-1974 : Comme « directeur » à la chancellerie puis comme plénipotentiaire pour Berlin avec le rang de ministre du gouvernement, Bahr négocie deux étapes fondamentales de l'Ostpolitik : traité de Moscou (12 août 1970) ; « accord de circulation » avec la RDA (17 décembre 1971) puis traité fondamental avec la RDA (21 décembre 1972).

1974-1976 : il est ministre de la coopération économique dans le gouvernement Schmidt.

A partir de 1976, il occupe différentes fonctions au directoire du SPD.

1980-1990 : Il préside la sous-commission du Bundestag chargée des questions de désarmement. Il prend position contre l'installation des « euromissiles », plaide pour la diminution générale des stocks d'armes nucléaires et un équilibre des forces conventionnelles. Membre du Comité pour le désarmement dirigé par Olof Palme, il défend l'idée d'une zone dénucléarisée au centre de l'Europe.

1983-84 : Egon Bahr plaide pour un renforcement du dialogue avec la RDA.

1988 : il publie un texte intitulé *La paix européenne. Une réponse à Gorbatchev.*

1990 : Egon Bahr prend position contre l'appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN.

1991 : Il propose un « corps allemand pour la paix ». L'année suivante, il recommande que des contingents humanitaires allemands soient placés sous commandement de l'ONU.

1993 : Il plaide pour l'élargissement de l'UE.

1996 : publication de ses mémoires : *Zu meiner Zeit.*

1998 : *Deutsche Interesse.* Principes directeurs pour la politique étrangère du gouvernement Schröder. En particulier, plaidoyer pour une coopération étroite avec Paris et Moscou.

1999 : opposition à la guerre du Kosovo.

2003 : *Ein deutscher Weg.* Défense et illustration de la politique du gouvernement Schröder, avant et pendant la guerre d'Irak. Réflexion sur l'hyperpuissance américaine et la nécessaire émergence de l'Europe comme acteur stratégique indépendant des Etats-Unis et pacifique.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

C'est à la fois un plaisir et un honneur pour notre association d'accueillir ce soir Egon Bahr, homme de vision qui a su tracer une ligne d'avenir pour l'Allemagne, pour l'Europe et pour la paix dès les années soixante-dix. Nous nous connaissons depuis déjà longtemps, dans les années qui ont marqué en Europe la fin de la guerre froide. J'ai pour Egon Bahr la plus grande estime. Je suis heureux de le saluer.

Aujourd'hui, l'Allemagne réunifiée a repris sa place au cœur d'une Europe elle-même réconciliée, même si les débats n'y manquent pas. Comment concevoir l'avenir pacifique de notre continent dans un monde dominé par l'Hyperpuissance américaine ? Quels liens établir avec les grands pays qui, pour le meilleur ou pour le pire, ont façonné l'Histoire européenne depuis des siècles ? Egon Bahr a écrit sur la politique étrangère allemande deux livres qui nous intéressent particulièrement : « Deutsche Interesse », les « intérêts allemands » en 1998, et « Ein deutscher Weg » « Un chemin allemand », en 1993. Nous nous réjouissons de voir l'Allemagne s'affirmer comme une grande nation démocratique normale, après les errements du terrible XX^e siècle. Un partenaire solide et sûr est dans l'intérêt de la France et d'une Europe qui ne peut pas se faire sans ses peuples.

Intitulé : « Paris-Berlin-Moscou », notre colloque est en fait une invitation à penser le monde d'aujourd'hui, si possible avec quelques temps d'avance. Edouard Husson, de la Fondation Res Publica, va nous dire comment il situe cette soirée.

EDOUARD HUSSON

Je serai très bref. Simplement, je voudrais souligner la chance que nous avons de recevoir ce soir quelqu'un qui, non seulement a été proche de Willy Brandt, un artisan de l'Ostpolitik, mais aussi, sans aucun doute, quelqu'un qui est porteur d'une mémoire extraordinaire de la diplomatie européenne de ces dernières décennies. Je crois que ça vaut la peine de l'écouter.

Egon Bahr ne cesse pas de réfléchir sur le présent et l'avenir de la diplomatie européenne et mondiale.

Jean-Pierre Chevènement vient de mentionner les deux derniers ouvrages de M. Egon Bahr.

Dans ces deux ouvrages

- « *Les intérêts de l'Allemagne* », paru en 1998
- « *La voie allemande* » paru en 2003

on trouve l'esquisse d'une diplomatie européenne, les principes directeurs - dont nous nous trouvons très proches, au-delà de quelques divergences d'appréciation - de l'émergence de l'Europe comme un acteur stratégique à part entière, un acteur stratégique pacifique mais contribuant à un équilibre mondial.

C'est ce dont Monsieur Bahr va nous parler ce soir.

EGON BAHR

Mesdames et Messieurs, tout d'abord, je remercie vivement Jean-Pierre Chevènement, un ami de longue date, pour cette invitation.

Depuis des années, nous ne nous sommes pas perdus de vue. Lorsque tous deux nous étions ministres dans nos gouvernements respectifs, même si nous n'étions pas toujours d'accord sur tous les points, il a toujours été pour moi un interlocuteur éminemment intéressant et stimulant... mais vous le connaissez mieux que moi...

Je ne vais pas m'attarder en préliminaires. Au cours de mon propos, j'évoquerai les questions d'actualité dans mon pays mais je commencerai, si vous le voulez bien, par les Etats-Unis et les rapports que nous entretenons avec eux. C'est un sujet qui nous occupe depuis des décennies et qui nous occupera encore très longtemps, au-delà de toutes les questions d'actualité.

Je ne pense pas qu'il existe deux continents qui au regard des valeurs fondamentales : les Lumières, la démocratie, la liberté de l'individu, soient aussi proches l'un de l'autre que l'Amérique et l'Europe.

Ces conceptions communes sont ancrées pourtant dans des sociétés très différentes. Nous avons pu constater que les Etats-Unis et les Etats européens ont développé des intérêts divergents. C'était déjà le cas par le passé et ça subsistera dans l'avenir avec, toutefois, une différence importante : la disparition de l'Union soviétique comme menace.

Tant que l'Union soviétique existait, tant qu'a duré le conflit Est-Ouest, les Etats-Unis étaient le garant indispensable de la sécurité de l'Europe. En d'autres termes, ni à Berlin ni dans l'ancienne République fédérale, nous ne pouvions nous appuyer sur les seules garanties de la France, du moins ces garanties étaient-elles moins efficaces que les garanties américaines. Seule la garantie américaine pouvait éviter à coup sûr que l'Union soviétique, la RDA ou le Pacte de Varsovie se risquassent à susciter un conflit.

Mais aujourd'hui nous sommes confrontés à une situation tout à fait nouvelle. Pendant la guerre froide nous revendiquions l'autodétermination de l'Europe mais nous ne l'envisagions que du point de vue de économique, social, il n'était question d'autodétermination ni en matière militaire ni en matière de sécurité pour les raisons que je viens d'évoquer. Aujourd'hui, pour la première fois, nous pouvons parler d'une indépendance européenne globale intégrant les aspects de sécurité et de défense et nous pouvons peut-être aussi la développer. Nous en avons tiré les conséquences. Par exemple, pour la première fois récemment dans une décision d'une importance mondiale en matière de politique extérieure, Berlin n'a pas rejoint les rangs de l'Amérique mais s'est joint à la France. Je parle, bien entendu du conflit irakien.

Pour simplifier les choses, je dirai que, dans notre histoire quatre chanceliers fédéraux ont pris des décisions importantes.

- Le premier était Konrad Adenauer qui a intégré l'ancienne République Fédérale dans le camp occidental.
- Le deuxième, Willy Brandt, a ouvert notre politique vers l'Est.
- Le troisième, Helmut Kohl, avait l'instinct politique et le courage, dans une situation donnée, de saisir l'occasion. Il est parvenu à la réunification allemande malgré le manque d'enthousiasme de François Mitterrand et de Margaret Thatcher. La décision qui a conduit à la réunification allemande n'a été prise que par deux hommes, les deux hommes politiques qui avaient le pouvoir pour le faire : l'un était George Bush père, l'autre s'appelait Mikhaïl Gorbatchev.
- Le quatrième chancelier est Gerhard Schröder qui, pour la première fois, a joué une carte européenne, a fait un choix européen et non un choix atlantique aux côtés de Washington. Cette priorité donnée à l'Europe continuera tant qu'il restera chancelier.

Nous devons poursuivre le développement de la capacité de l'Europe à assurer sa propre défense ; c'est, de mon point de vue, un impératif.

Je reviens sur les Etats-Unis. La décision d'autoriser la réunification allemande était une question de pouvoir. Le président Bush arguait que si l'URSS retirait ses troupes de la future ex-RDA, celle-ci serait trop vulnérable et qu'elle avait donc besoin des Etats-Unis et de l'OTAN.

C'était un argument fort parce qu'il était juste. Gorbatchev avait réagi en répondant :

- Bien sûr mais la présence de l'Otan et l'Amérique ne doit pas concerner des territoires trop proches de nous.

Bush avait répondu :

- D'accord, je vous promets que nous ne positionnerons pas de troupes étrangères sur le territoire de la RDA et que nous n'installerons pas de fusées nucléaires...

C'était la base de cet accord, toujours en vigueur : en Allemagne de l'Est ne stationnent ni troupes étrangères, ni armement nucléaire américain si bien que la situation de la sécurité de l'Allemagne n'est pas la même à l'Ouest et à l'Est, mais ceci n'est pas un problème. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, James Baker a écrit « *l'Allemagne est tenue en laisse* ».

Il était intéressant de voir que l'ensemble de nos voisins, Français, Britanniques, Néerlandais, Belges, Italiens, Polonais, Tchèques, Hongrois, Baltes et, bien entendu, les Russes étaient très satisfaits de cet arrangement qui mettait l'ensemble de l'Allemagne sous le contrôle de l'OTAN car on ne pouvait pas être sûr que ces Allemands ne dérailleraient pas. Mais cette situation ne nous gêne pas parce que nous n'avons ni le pouvoir ni l'envie de commettre des folies. Je suis personnellement convaincu que la fin traumatisante de la Deuxième Guerre mondiale a vraiment et durablement débarrassé l'Allemagne de toute volonté de puissance. Je viens de le constater lors des célébrations commémorant le sixième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre - très différent du cinquantième.

Permettez-moi de revenir brièvement sur les Etats-Unis. Les présidents successifs ont tous, dans une vision hégémonique, travaillé à renforcer la puissance américaine. Dès la fin de la guerre chacun savait que les Etats-Unis étaient la première puissance mais la prudence imposait sur ce sujet une

certaine discrétion. C'est Kennedy qui a trouvé la formule « Second to none » : jamais les Etats-Unis ne devaient se trouver en deuxième position derrière quelque puissance que ce soit. Le choc éprouvé par Washington, à la fin des années 50, lorsque Moscou mit en service des missiles intercontinentaux dotés de têtes nucléaires, venait précisément de ce que, pour la première fois, le pays était devenu concrètement vulnérable. Les États-Unis réagirent aussitôt par une stratégie nouvelle. Aux représailles massives fut substituée la riposte graduée. Il n'était plus crédible de menacer de répondre à une attaque contre les alliés de Washington, dans sa sphère d'intérêt, par l'utilisation d'armes nucléaires stratégiques. On ne pouvait plus risquer New York pour sauver Berlin.

Il devint absolument nécessaire de négocier en priorité avec l'« Empire du mal » sur le désarmement ou la limitation stratégique (SALT et START). Mais à aucun moment les États-Unis ne renoncèrent à retrouver, dès que possible, leur invulnérabilité. Dès que le président Reagan apprit qu'il existait peut-être une technologie spatiale capable d'atteindre cet objectif, il donna son feu vert à l'IDS. Depuis l'échec technique de ce premier projet, quatre gouvernements ont dépensé 60 milliards de dollars pour développer le système NMD, un projet de boucliers antimissiles de plus faible portée. Ils ont dû finalement constater que techniquement ce n'était pas vraiment efficace. Pourtant, ils ont poursuivi ces efforts. Aujourd'hui, ils sont sur le point d'atteindre cet objectif, l'invulnérabilité, grâce, notamment, à des armes nucléaires miniaturisées.

Il faut nous attendre, très bientôt à faire face à un défi supplémentaire des États-Unis. Je veux parler des systèmes antimissiles basés au sol. Ils pourraient être installés dès l'année prochaine. Les États-Unis ont déjà demandé à leurs alliés de l'OTAN de réfléchir à cette perspective et de préparer leur stationnement. On a affaire à un saut qualitatif dans les affaires militaires et à la

question de la portée de ces systèmes. Ils représenteraient un nouvel élément de domination militaire américaine en Europe, l'élargissement du protectorat vers l'est. Il signifierait que tout effort de constitution d'une identité européenne avec une composante de défense sombrerait dans le ridicule. Du point de vue géostratégique, ce serait une question relativement subordonnée pour Washington, de savoir si Paris et Berlin donnent l'impulsion à une avant-garde européenne de défense. La question de savoir quand et comment l'Europe réussirait à parler d'une seule voix serait relativement insignifiante en comparaison de la technique de pointe sous commandement américain qui serait installée sur le continent européen, sans que l'on puisse la démonter rapidement. L'enjeu est donc la perpétuation d'une domination militaire et politique américaine de l'Europe.

Je souligne ce point parce que je connais déjà la réponse française : « sûrement pas sur notre sol ». Tout dépendra maintenant de la réponse allemande : si elle n'était pas identique à la réponse française, il en résulterait un dommage grave et difficilement réparable pour l'Europe et pour la coopération franco-allemande. Nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir tout à l'heure.

Les Etats-Unis, au cours des dernières décennies, sont devenus une puissance militaire sans équivalent, dont la supériorité ne peut être contestée, une puissance qui ne pourra pas être rattrapée.

La différence entre les présidents qui se sont succédé pendant la guerre froide et l'actuel chef de la Maison Blanche tient en un point : la doctrine par laquelle, depuis l'automne 2002, le Président américain actuel s'est octroyé le droit de mener des guerres préventives à chaque fois qu'il s'agit de défendre les intérêts américains et ce, sans même avoir un mandat de la part des Nations unies.

C'est sa réponse par rapport à l'événement monstrueux du 11 septembre 2001 lorsque les Etats-Unis ont été obligés de se rendre compte qu'ils n'étaient toujours pas complètement invincibles et que cette atteinte avait été menée par des forces obscures, non par une nation. Cette violence a malheureusement donné les résultats que nous connaissons, c'est-à-dire que les Etats-Unis ont mis en place un programme militaire gigantesque, le plus gigantesque qu'on ait jamais vu dans l'histoire. En fait, ce programme de militarisation avait déjà démarré bien avant le 11 septembre. Lorsque nous en avons entendu parler pour la première fois, c'était au sein de la commission pour la défense des Nations unies, on n'avait pas voulu y croire puisque la supériorité militaire des Etats-Unis était déjà là, bien présente. Alors pourquoi sans aucune provocation militaire rajouter quelque chose à cette puissance ? A quelles fins puisqu'on est déjà irrattrapable ? Les Etats-Unis n'étaient-ils pas hors d'atteinte ?

L'administration Bush, celle qui a été confirmée à l'occasion des dernières élections en fait reflète une vision qui se base sur deux piliers : la puissance (*power*) et la mission, c'est-à-dire en fait développer une puissance à un tel point et d'une telle ampleur que n'importe quelle autre nation (ou groupements d'États) qui oserait s'attaquer aux États-Unis serait découragé par avance. La mission, c'est cette conviction profonde qu'ont les Américains, qui vient de leur histoire, d'être le peuple élu par Dieu et qui, bien sûr, en tant que tel a le devoir de défendre les États-Unis et surtout de propager la bonne parole, de défendre une façon de vivre, l'histoire et les convictions américaines. C'est vraiment une conviction très profonde, quelque chose qui s'est développé au cours des siècles. Ça va même très loin parce qu'on arrive à la formulation du jeune Bush : « Dieu a donné le pouvoir aux États-Unis de garantir la paix du monde ». Pour nous, Européens élevés dans la mouvance judéo-chrétienne, c'est quelque chose qui nous laisse sans voix ; mais lui en est intimement convaincu. Alors, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'il faudra faire avec ce président-là pendant trois ans encore : je pense que nous lui survivrons. Ensuite j'espère qu'on assistera à un changement, c'est-à-dire que les États-Unis se souviendront du père Bush parce que c'est lui qui a proclamé très clairement la fin du conflit Est-Ouest en disant que les États-Unis sont la seule puissance suffisamment forte pour pouvoir mener le monde entier sur le chemin d'un nouvel ordre mondial. C'est selon moi quelque chose qui est totalement recevable et acceptable, s'il veut dire que les États-Unis deviennent un *primus inter pares* c'est-à-dire se coulent au sein d'un ordre du monde et acceptent les règles d'un nouvel ordre mondial et sont prêts à les suivre. Ce serait le renforcement des Nations unies, cela voudrait dire aussi pouvoir comprendre à l'avance, appréhender ce qui va se passer dans le monde. Je crois que cela donne la possibilité à l'Europe de réduire un peu cette toute puissance américaine et, en tout cas, de la rendre prévisible.

Alors à quoi ressemble maintenant le développement de l'Europe par rapport à la puissance américaine ? Là j'aimerais vous raconter une petite histoire, vous faire part d'un souvenir : en février 1970, je rencontrai le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique pour parler du futur traité de Moscou. Pour la première fois, à l'occasion de ces rencontres, j'habitais à la résidence des ambassadeurs allemands en URSS – la dernière fois c'était Monsieur Ribbentrop qui y avait séjourné lorsqu'il avait rencontré les responsables russes –. Après le repas, nous étions en train de faire tourner le café dans nos tasses mon homologue russe remarquait qu'il allait falloir compter un

jour avec le fait que l'Europe parle d'une seule voix et je lui ai dit : Vous avez encore une vingtaine d'années à attendre... »

« Ah bon, vous êtes sérieux en disant cela ? » s'est-il étonné. « Tout à fait », lui ai-je répondu.

C'était en 1970 et lorsque je suis rentré à Bonn et que j'ai fait mon rapport au chancelier allemand, il a réagi en disant : « Qu'est-ce que tu peux être défaitiste ! » Il était convaincu à l'époque que cela ne prendrait pas vingt ans. Entre temps, trente-cinq ans ont passé et on parle encore et toujours de la nécessité de voir l'Europe un jour s'exprimer d'une seule voix.

Les États-Unis, poussés par leur conviction de porter une sorte de responsabilité globale et leur prétention hégémonique, n'ont pas pu se permettre d'attendre durant 40 ans que les gentils Européens veuillent bien parler d'une seule voix. La politique des États-Unis a dû être élaborée en pesant soigneusement leurs intérêts, en ménageant en quelque sorte, une étape intermédiaire : conscients que tout ce qui s'était fait d'important au cours des vingt dernières années avait eu lieu sur le continent eurasiatique, les États-Unis ont voulu que cette évolution se poursuivît sous leur contrôle. Ils n'avaient pas encore les moyens de la domination du monde mais ils entendaient s'y préparer.

Ils ne pouvaient que suivre ce que leur imposaient leurs « responsabilités mondiales » ; le Vieux continent lui ne pouvait que se concentrer sur l'européanisation de l'Europe. Les États-Unis, dans leur propre intérêt, augmentaient leur puissance

Face à cette situation, l'Europe ne pouvait que suivre sa tradition : la voie politique développée pendant la guerre froide. La renonciation à la violence a été la traduction, en termes de traité, d'un constat : la force du faible est le droit, qui est également contraignant pour les forts. Les moyens sont la diplomatie et les négociations. La renonciation à la violence qui se trouvait dans le traité de Moscou a été reprise littéralement en 1975, dans l'acte final des accords d'Helsinki et cela a eu des conséquences politiques considérables. La charte de Paris, en 1989, est devenue la loi fondamentale de l'Europe. Nous ne devons pas oublier que cette méthode nous a permis de garantir l'unification de l'Allemagne de même, à l'époque, que la reconnaissance de la République tchèque d'un côté, de la République slovaque de l'autre. Ce sont les bases de la stabilité européenne, la seule manière, pourrait-on même dire, pour que le faible puisse utiliser et transformer la force du plus fort en force du droit.

Il faut reconnaître la faiblesse de l'Europe face à la puissance américaine, elle est incapable d'agir seule en matière de défense et de sécurité. En d'autres termes nous avons tout intérêt à utiliser la voie diplomatique pour désamorcer les crises, empêcher les guerres. Nous, Européens, avons le software quand les Américains ont le hardware.

Il est donc insensé de vouloir rivaliser avec les États-Unis en matière de défense. Pourquoi faire, mon Dieu ? Nous ne pouvons empêcher les Américains de dépenser de l'argent pour des armes dont ils n'ont pas besoin - mais dont ils pensent avoir besoin - mais personne ne peut nous contraindre à participer. Pour aller faire la guerre en Irak, il n'était pas nécessaire de nous armer, les

Américains disposaient déjà de tous les moyens nécessaires : pourquoi les aurions-nous suivis ? Mais les Américains ne sont pas nos adversaires. Nous n'avons pas besoin non plus de rivaliser avec eux.

Maintenant j'aimerais évoquer la situation particulière de mon pays parce que je ne sais pas si, de l'extérieur, vous voyez les choses telles qu'elles sont, de manière objective.

La souveraineté de l'Empire a disparu au moment de la capitulation de l'Etat le 8 mai 1945. L'Allemagne n'a retrouvé la souveraineté que le Reich avait perdue qu'en février 1991 lorsque le traité de paix a pu enfin entrer en vigueur : c'est ce qu'on a appelé le traité 2+4.

Pendant quarante-cinq ans, l'Allemagne n'était pas un Etat souverain mais un pays sous surveillance, sous tutelle, en tout cas pour tout ce qui concernait les questions de l'Allemagne dite de l'Ouest et de Berlin. En fait nous ne disposions pas de la possibilité de prendre une décision démocratique, populaire au sens vrai du terme quant à notre unité ou notre séparation. Nous nous étions habitués à ce que les décisions nous concernant fussent prises par les grandes puissances et nous ne nous en trouvions même pas humiliés.

En 1991, donc, avec la réunification, nous retrouvions notre souveraineté et nous ne pouvions plus nous cacher derrière les grandes puissances. Nous portions dès lors la responsabilité pleine et entière de ce que nous décidions seuls. Nous avons dû nous habituer à cette normalité, nous émanciper politiquement, à l'intérieur comme à l'extérieur, surtout vis à vis des Etats-Unis. Lorsqu'une jeune personne, à l'âge de la majorité, s'émancipe, elle ne devient pas l'ennemi de ses parents, il faut simplement qu'elle prenne des décisions de manière autonome. Ce qui était tout à fait inhabituel pour mes compatriotes. Pour nos voisins aussi d'ailleurs. L'idée que l'Allemagne redevienne un pays « normal » faisait resurgir des souvenirs douloureux.

Mais ce retour à la normalité était inévitable, le passé ne doit ni être oublié ni entraver l'avenir. Nous ne menaçons personne ! Si on considère notre faiblesse et notre dépendance militaires, le Luxembourg lui-même n'a absolument aucun souci à se faire ! On pouvait craindre, à une époque, que les Allemands ne fissent mauvais usage de leur mark fort mais aujourd'hui, nous avons l'euro, plus de mark fort. Nous n'avons plus la puissance militaire, nous n'avons plus la puissance financière. Cette impuissance à menacer qui que ce soit nous met à l'unisson de l'Europe. J'ajoute que je ne suis pas pacifiste, parce

que je pense qu'il est absolument indispensable d'être capable de se défendre et d'honorer les garanties militaires qu'on a données.

Pour en revenir à l'Europe, elle a l'avantage de n'être perçue comme une menace militaire par personne dans le monde. On ne peut évidemment pas en dire autant des Etats-Unis.

En d'autres termes, je pense qu'une répartition intelligente des tâches entre les Etats-Unis et l'Europe est tout à fait possible, une répartition où l'Europe userait de ses capacités spécifiques : la prévention, la diplomatie, les traités, les accords, mettant tout en œuvre pour éviter le recours à la force, ce qui n'enlèverait rien à la puissance américaine.

Nous en avons d'ailleurs eu un tout petit exemple lorsqu'il s'est agi de partir en guerre contre l'Irak puisque l'islam fondamentaliste a maintenu le silence pendant un bon moment, tout simplement parce que ces fondamentalistes ont été particulièrement surpris. Ils se sont rendu compte que l'Europe avait une attitude particulière vis à vis de l'Irak et que les Etats-Unis avaient une attitude radicalement différente. Il faut se souvenir que le Pape était du côté européen : on n'allait quand même pas mettre en place un front islamique. C'était le premier exemple. On est en train d'en vivre un deuxième, anti-chrétien : on va voir si les ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, ont la capacité de convaincre l'Iran de ne pas développer d'armes atomiques. Je pourrais très bien imaginer que, finalement les Iraniens acceptent de conclure un accord avec l'Europe plutôt qu'avec les Etats-Unis. S'ils devaient conclure un traité avec les Etats-Unis, cela ressemblerait à une soumission, mais il n'est pas du tout question de soumission vis-à-vis de l'Europe, donc cela pourrait fonctionner. Ça pourrait fonctionner d'autant mieux qu'on sait très bien que derrière l'Europe il y a les Américains... vous connaissez cette situation complexe. Je pense donc qu'il pourrait y avoir une répartition des tâches intelligente, astucieuse entre les Etats-Unis et l'Europe.

Mais quelle Europe ? Il y a un élément qui prévaut depuis la conférence tenue par M. Schuman dans cette ville magnifique qu'est Paris en juin 1950, un élément constant, c'est la coopération entre la France et l'Allemagne, la République Fédérale d'Allemagne. Sans cette coopération, l'Europe ne se serait pas développée pour devenir ce qu'elle est maintenant. Beaucoup de choses ont changé, certes mais je reste convaincu que sans ce pilier, sans ce fondement, l'Europe ne peut pas prendre de décisions autonomes et ne peut pas devenir un facteur de prise de décision autonome dans ce monde. Il y a eu depuis lors

l'entrée de la Grande Bretagne, et puis l'élargissement vers les pays du Pacte de Varsovie et ces deux développements-là n'ont pas forcément fait du bien au développement européen. En fait la Grande-Bretagne a toujours freiné ou essayé de freiner. Et l'élargissement de l'Union européenne, finalement, conforte la pensée britannique sur l'Europe, c'est à dire, un petit peu le bazar mais un très grand marché libre. Willy Brandt m'a déclaré un jour qu'il comprenait, après coup, pourquoi de Gaulle avait refusé l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. On pourrait dire en même temps que l'élargissement de cette Union européenne correspond bien à ce que les Français avaient imaginé, c'est-à-dire que grâce à l'accord et la constitution de cet élargissement, nous développons l'Europe des patries et non pas vraiment une Europe intégrée par l'économie. Les seuls qui n'ont pas ce qu'ils voulaient, ce sont les Allemands parce que Konrad Adenauer voulait une intégration totale pour faire de l'Europe une confédération ou une fédération. En tout cas il avait imaginé une Europe unie parce qu'il espérait que les Allemands se débarrasseraient grâce à elle de leur passé tragique. Il n'avait certainement pas imaginé ce qui se passe maintenant et ce à quoi aboutirait cette Europe élargie.

Si nous, Allemands, avons reculé sur l'idée de l'intégration, c'est parce que nous étions à vingt-quatre contre un. Nous aurions voulu et souhaité une plus grande intégration, comme l'avait expliqué J. Fischer au cours de son grand discours, en 2000, à la Humboldt Universität Ce que nous savons aujourd'hui c'est que le développement futur de l'Europe se fera dans la cohabitation des différents Etats nationaux.

On peut parler d'une similitude des intérêts de tous ceux qui n'ont pas partagé la position des Américains et cela inclut la Russie. C'est une évolution prometteuse bien que je voie une chose : la Russie n'est pas en train de devenir une démocratie de type occidental et j'ajoute que les Russes n'en seraient pas capables. Ils ne peuvent pas le faire parce qu'il n'y a pas de tradition démocratique dans leur pays. Il y a eu le premier ministre Stolypine, qui a voulu démocratiser le pays avant la Première Guerre mondiale. On lui consacre une note en bas de page dans les livres d'histoire. Et puis, pendant très peu de temps, il y a eu Kerenski, durant la révolution, qui lui aussi a essayé de démocratiser le pays. Sinon, la Russie n'a eu que des tsars, noirs ou rouges. C'étaient eux les maîtres de la Russie, avec le résultat que nous connaissons qui est qu'aucune tradition démocratique n'a pu naître. D'où aurait-elle pu venir ? J'avoue que je suis déçu. Lorsque Mikhaïl Gorbatchev m'a expliqué la Glasnost et la Perestroïka, je pensais que ça y était, la bouteille était débouchée et le génie de la démocratie s'étant échappé, les hommes seraient libres... Rien ne s'est passé, rien. Les Russes ont vécu des centaines d'années en sachant qu'il vaut mieux ne

pas lever la tête parce qu'on risque d'attraper des coups. Ceci n'est pas du tout comparable à la situation en Chine. Lorsque Deng Tsiao Ping a dit « enrichissez-vous », les Chinois ont commencé à travailler, ils ont suivi, ils se sont enrichis. Mikhaïl Revenons à la Russie. Vladimir Poutine n'est pas un démocrate, c'est un autocrate, il emprunte la seule voie qu'il peut vraiment emprunter. De telles évolutions ne peuvent être mises en place que par le haut. Il faut attendre trop longtemps pour que ça se crée par le bas. Il n'est pas nécessaire que les Russes deviennent des démocrates. Ce qui est important et décisif, c'est de voir si la Russie se transforme en un Etat de droit.

Un autre fait important est la corruption en Russie. Il faut non éradiquer mais faire baisser la corruption au niveau - convenable - de la corruption aux Etats-Unis, en France ou dans les autres pays occidentaux.

En Afrique du Sud il n'y avait pas de démocratie pendant le régime de l'apartheid mais il y avait un Etat de droit sinon Mandela n'aurait jamais pu survivre. Et il me suffirait de voir que les enfants ou les petits enfants de Poutine deviennent des démocrates. Mais je vois également que lui qui veut mettre en place l'Etat de droit, c'est-à-dire la dictature des lois, lui aussi doit se soumettre à la dictature des lois c'est-à-dire à la constitution, c'est-à-dire qu'il ne peut pas se faire réélire. Ceci veut dire que Vladimir Poutine restera président jusqu'en 2008 et j'espère qu'ensemble, avec l'Union européenne, nous lui permettrons d'orienter la Russie vers l'ouest afin que son successeur soit obligé d'emprunter la même voie.

J'en arrive à mon dernier point. La France votera dimanche prochain et nous attendons avec une grande impatience le résultat de ce référendum. Je ne suis pas du même avis que Jean-Pierre Chevènement : j'espère que les Français diront oui. Et pourquoi ? Si le résultat était un non, ce non affaiblirait l'Europe, je ne sais pour combien de temps et j'ai de bons amis aux Etats-Unis qui s'en réjouissent déjà. Ils sont bien trop fins et distingués pour le montrer ouvertement mais savez-vous que les Etats-Unis pensaient depuis toujours que l'Europe ne peut pas marcher sans la garantie américaine ? Et puis il y avait Zbigniew Brzezinski, cet homme intelligent qui, en 1997, a publié *Le Grand Echiquier*, un livre sur la seule superpuissance. L'auteur y explique: « Nos intérêts principaux se trouvent au Proche-Orient, au Moyen-Orient, en Asie centrale et dans le contrôle entre la Chine et le Japon. Quant à l'Europe occidentale, elle est notre protectorat militaire. » Je regrette beaucoup que personne en Allemagne n'ait crié à ce moment-là, parce que ce qu'il a dit correspondait à la réalité. Mais ceci ne peut pas être une perspective pour l'autodétermination de l'Europe que d'être considéré comme protectorat, d'être traité comme tel et de s'en contenter. Il se pourrait que l'Europe soit devenue trop faible, il se pourrait que nous n'ayons plus l'élan mais ça serait dommage.

D'autant plus qu'après tout ce que j'ai dit sur cette lenteur de l'Europe, il y a un point qu'il faut quand même souligner : Quand on pense à l'Europe naissante, celle de juin 1950 et quand on voit la situation actuelle, en mai 2005, on peut remarquer : « Ca alors ! Ce que l'Europe a été lente ! »... Mais elle a quand même fait un miracle : aujourd'hui les guerres entre nations européennes sont devenues impossibles. Mais c'est fantastique ! C'était notre rêve après la guerre !

Un autre point doit être souligné : nous avons constaté que si les Américains ont remporté une victoire militaire brillante, les conséquences politiques sont terribles, pires que ce qui existait avant la guerre. Avant cette guerre, il n'y avait pas de pouvoir de Al Qaïda en Irak. Les grandes questions de ce siècle : l'environnement, le réchauffement de l'atmosphère, toutes ces problématiques ne pourront être résolues que par la coopération et non par la guerre. Aucun problème mondial ne peut être résolu par les armes. La coopération est la base, la substance fondamentale de l'Union européenne.

Les Européens affectionnent les mots. A l'époque de l'Europe des six, nous l'avions déclarée « Communauté »... mais ce n'était pas une communauté, ça devait devenir une communauté. Un peu plus tard, nous avons rebaptisé la communauté en « Union »... mais ce n'est pas une union, ça sera peut-être un jour une union. Enfin, nous avons fait un traité par lequel cet ensemble de vingt-cinq pays doit être gouvernable, maniable et, hélas, nous l'avons appelé « Constitution »... mais ce n'est pas une constitution. La constitution allemande ne sera pas changée, la constitution française ne sera pas modifiée non plus.

Je veux dire que nous sommes les prisonniers d'une emphase, d'une inflation verbale.

Quoi qu'il en soit, la coopération est le mot clé pour la solution des problèmes du XXI^e siècle et c'est pourquoi l'Union européenne avec toutes ses lenteurs est porteuse d'avenir.

Je vous remercie de votre attention

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je voudrais très sincèrement remercier Egon Bahr pour cet exposé extrêmement stimulant qui, par sa hauteur de vues, nous fait prendre conscience des formidables évolutions survenues dans le monde.

Naturellement, nous partageons tout à fait la conviction que les peuples européens doivent coopérer entre eux, que la paix est la chose la plus précieuse sur notre continent. Deux guerres mondiales ravageuses nous l'ont appris et aucun peuple d'Europe ne souhaite revenir à l'époque des conflits intereuropéens.

Le problème est qu'aujourd'hui les menaces de guerre ne viennent plus des risques de conflits entre peuples européens mais se situent au Moyen-Orient et, nous semble-t-il, sont le résultat de la politique américaine qui tend à la domination. On l'a vu avec la doctrine des guerres préventives et son application hier à l'Irak, demain peut-être à d'autres pays : la Syrie, l'Iran ou je ne sais quel autre. Le risque pour l'avenir ressemble plus à ce que Huntington a appelé « clash de civilisations », conflit de civilisations, avec les répercussions que cela peut avoir sur nos sociétés multiethniques, ou plutôt multiculturelles, chacun comprend ce que je veux dire – la société française est marquée par une hétérogénéité croissante. Nous devons essayer de faire face à ce monde nouveau.

J'aimerais interroger mon ami Egon Bahr que je respecte infiniment et pour lequel, je dois le dire, j'ai beaucoup d'admiration même si nous ne sommes pas d'accord sur tout. Sans doute y a-t-il quelques malentendus à dissiper mais je pense qu'il faut poser les problèmes d'une manière aussi claire que possible pour

susciter le dialogue le plus franc, le plus étroit et le plus amical entre la France et l'Allemagne. J'étais le ministre de la Défense de François Mitterrand pendant les événements qui ont conduit à la réunification de l'Allemagne. François Mitterrand savait que l'Allemagne devait se réunifier, il craignait les conséquences que cela pouvait avoir dans nos rapports avec l'Union soviétique et souhaitait que cela fût canalisé dans la bonne direction. Peut-être au fond de lui-même, à cause du souvenir des deux guerres mondiales [il était né pendant la première et avait vécu la seconde comme prisonnier en Allemagne, au moins pendant les deux premières années, je crois qu'il s'est évadé au bout d'un an et demi, mais il était resté marqué par cette période] était-il désireux d'envelopper la puissance allemande, dont on ne savait pas ce qu'elle allait devenir, dans un cadre européen plus ferme. Je vais faire une confidence à Egon Bahr : François Mitterrand m'a dit un jour, en 1993, je crois, au moment du conflit de la Bosnie-Herzégovine: « *Je vois que la diplomatie allemande est l'héritière non seulement de la diplomatie du Reich mais aussi de la diplomatie de l'Autriche-Hongrie* ». Son état d'esprit était celui d'un homme prudent, *vorsichtig*, mais il était amical avec le peuple allemand, comprenait la nécessité de son unité pourvu que cela se fasse pacifiquement, et souhaitait profondément arriver à une bonne compréhension réciproque.

Les dix ou quinze ans qui nous séparent de cette période ont été, je le pense, très positifs grâce, il faut le dire aussi, au chancelier Schröder auquel je veux rendre hommage parce que la manière dont l'Allemagne s'est posée naturellement comme une nation démocratique normale, « post nationaliste » en quelque sorte, est, pour la nation qu'est la France quelque chose de rassurant. Non seulement nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que se trace un « *deutscher Weg* », un chemin allemand - c'est-à-dire à ce que votre politique étrangère soit en concordance avec vos aspirations, les aspirations normales d'un peuple démocratique normal - mais nous pensons que c'est un terrain plus solide pour la coopération et pour la compréhension entre nos deux peuples. La politique allemande, dès les élections de septembre 2002 et en 2002-2003, quand le chancelier Schröder a pris les positions que l'on sait sur la guerre en Irak, a permis à la position française de s'affirmer plus clairement. Je ne suis pas sûr que sans cette prise de position allemande, la position française eût été exactement ce qu'elle a été. Je pense que le vote du peuple allemand, confirmant la position du chancelier Schröder a permis à la France d'exprimer clairement sa position à l'ONU ; c'eût été certainement plus difficile si le chancelier Schröder avait perdu les élections. Je dis cela pour avoir vécu ces événements d'assez près.

Nous nous réjouissons de ce que l'Allemagne soit aujourd'hui un Etat souverain avec lequel nous voulons discuter en toute franchise et sans aucune

arrière-pensée. Il n'y a pas de conflit envisageable entre la France et l'Allemagne, notre avenir est un avenir de solidarité toujours plus étroite, toujours plus grande. Le problème est de savoir comment cette solidarité peut se manifester. Nous avons peut-être des nuances mais celles-ci ne sont pas de nature à nous opposer fondamentalement.

Egon Bahr a posé le problème des Etats-Unis. Effectivement, en tant qu'Européens, nous sommes obligés de nous poser la question des Etats-Unis.

1989-1991 : il semble qu'à la tension entre l'Est et l'Ouest se soit substituée une tension entre le Nord et le Sud. La première crise du Golfe s'est déclenchée en 1990, la guerre a suivi en 1991 et la deuxième guerre de Golfe n'a été qu'une conséquence plus lointaine de ce changement d'axe.

Egon Bahr a dit très judicieusement comment la renonciation à la violence de la part de l'Allemagne - parce que malgré tout il y avait la politique américaine de dissuasion mutuelle et la course aux armements - comment la politique allemande a pu créer les conditions d'une réunification pacifique qui, en effet, dépendait aussi de Mikhaïl Gorbatchev. Nous raisonnions alors Est-Ouest.

Mais aujourd'hui nous sommes sur un axe Nord-Sud, et c'est sur cet axe que des conflits d'intérêts et des tensions très fortes peuvent se manifester entre « *l'hyperpuissance américaine* » (selon l'expression d'un de mes amis, Hubert Védrine) et l'Europe, prise globalement. Les peuples européens ont, comme disait Nietzsche un « *urinstinkt* » un instinct fondamental, c'est la paix. Ce désir de paix les réunit, Allemands, Français, auxquels j'ajoute même les peuples associés à l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis. Le peuple britannique, le peuple espagnol ou le peuple italien veulent la paix. Leurs gouvernements ont pu les associer à cette guerre mais c'est la paix qui réunit les peuples, c'est la paix qui constitue l'intérêt commun fondamental.

J'aimerais par ailleurs, en me référant à une comparaison faite par un intellectuel néoconservateur, Robert Kagan « *l'Europe est comme Vénus et les Etats-Unis comme Mars* » demander si Mars et Vénus peuvent cohabiter. Peut-on imaginer un couple Mars-Vénus ? Question dérangeante sans doute.

Je pose cette question à Egon Bahr : Jusqu'à quel point pouvons-nous nous désintéresser de l'usage que les Etats-Unis font de leur puissance ?

Cette puissance n'a été rendue possible que par le fait que nous acceptons l'énorme déficit de la balance extérieure des Etats-Unis. Je rappelle deux chiffres : le budget de défense des Etats-Unis atteint 430 milliards de dollars

mais le déficit extérieur américain atteint, lui, 620 milliards de dollars. C'est, dans une certaine mesure, l'Europe mais de plus en plus le Japon et la Chine - la Chine surtout- et bien sûr les pétromonarchies qui financent ce déficit en acceptant d'être payés en bons du Trésor américains. Les Etats-Unis captent 80% de l'épargne mondiale, leur déficit aboutit à une dette croissante dont on ne connaît pas la façon dont elle sera soldée. Cette situation durera-t-elle toujours ? Vraisemblablement pas. Comment cela se terminera-t-il ? Par une crise du dollar, une crise de confiance ? C'est possible. Par un freinage de l'économie américaine et une récession mondiale ? C'est aussi possible, c'est ce qui semble s'esquisser actuellement. Y aura-t-il un nouveau krach boursier ? C'est envisageable. Cette situation est éminemment instable et on ne peut pas séparer les aspects militaires des aspects économiques, financiers et monétaires.

En tout cas, nous Européens, sommes maintenant dans une zone de stagnation. Je voudrais insister sur le fait que nous avons 10% de chômeurs dans toute l'Europe, 5 millions en Allemagne, près de 3 millions en France. Les conditions de la concurrence sont tellement déséquilibrées avec un certain nombre de pays où la rémunération du travail est très basse que nous perdons progressivement notre tissu industriel : nous subissons des délocalisations pas toujours dues aux déplacements de sites de production mais simplement au fait que l'investissement s'interrompt ou régresse et que le capital se place ailleurs.

Nous sommes donc dans une phase de déclin industriel, de crise sociale dont les effets se font sentir en Allemagne comme en France.

Les élections en Rhénanie- Westphalie, aussi bien que l'évolution de l'opinion publique en France et les récentes élections mais aussi le prochain référendum, tout cela manifeste que la situation n'est pas acceptable, que des changements sont souhaitables.

La croissance allemande est très faible, elle est tirée essentiellement par l'exportation parce que vous êtes le premier exportateur mondial, à peu près à égalité avec les Etats-Unis, mais l'économie allemande elle-même est complètement atone et c'est vrai de l'économie européenne en général. L'Italie n'est pas dans une meilleure situation, la France non plus. On voit que la Grande-Bretagne elle-même va moins bien, bien qu'elle ne soit pas dans la zone euro, parce qu'il existe une solidarité de fait de toute les nations européennes. C'est cela qu'il faut organiser, c'est à cela que nous devons réfléchir dans ce monde déséquilibré par des inégalités abyssales de salaires, avec le privilège du dollar qui permet aux Etats-Unis de financer leur croissance avec la planche à billets. Nous sentons bien que de nouvelles règles du jeu sont souhaitables. Comment y parvenir ?

Je voudrais dire à Egon Bahr qu'il a formulé une hypothèse optimiste, c'est qu'après Monsieur Bush, on revienne à une situation plus normale avec les Etats-Unis. Que les Etats-Unis acceptent d'être le *primus inter pares*, personne ne le contestera et nous souhaitons rester les alliés des Etats-Unis même si nous ne voulons pas être leurs vassaux et si nous ne voulons pas avoir avec nos voisins arabes, turcs, iraniens, indiens et, plus loin encore, chinois des relations inutilement conflictuelles. Nous souhaitons avoir des relations équilibrées. L'expression « nouvel ordre mondial », « *new world order* » est très ambiguë, car les Américains l'ont, depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale, toujours chargée d'une conception très hégémonique, vous l'avez d'ailleurs rappelé.

Pouvons-nous résister à l'entraînement de l'hyperpuissance ?

Les Etats-Unis peuvent en effet faire toutes les guerres « préventives » qu'ils veulent tant qu'il s'agit de détruire des forces adverses au sol. C'est beaucoup plus difficile quand il faut occuper un territoire. Leur politique militaire est un relatif échec de ce point de vue. Ils ont besoin de l'Europe, ils ont besoin du soutien politique de l'Europe, ce qu'on appelle le « *soft power* », ils ont aussi besoin d'un soutien financier, d'un soutien militaire. Ils ont d'ailleurs demandé à plusieurs pays européens d'envoyer des troupes en Irak : la Grande-Bretagne,

l'Italie, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, d'autres encore, ont des forces stationnées en Irak. Tout cela crée un engrenage. Le mérite de la position allemande et française est d'avoir montré que cette guerre n'était pas une guerre de l'Occident tout entier contre le monde musulman, que c'était une guerre concernant les Etats-Unis et leurs clients.

Le problème se posait peut-être autrement parce que derrière les difficultés avec le monde arabe, d'autres questions surgissent : celle des relations avec la Chine et, plus près de nous, celle des relations avec la Russie. Pour tout cela, nous ne pouvons pas accepter d'être mis à la remorque des Etats-Unis. Nous n'avons pas à rivaliser avec eux. Je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit Egon Bahr : nous n'avons absolument pas besoin de rivaliser avec eux sur le plan militaire parce que nous n'avons pas la même diplomatie et que la défense doit servir la diplomatie. Il nous suffit donc d'avoir des capacités défensives suffisantes pour ne pas être entraînés dans des conflits qui ne sont pas dans notre intérêt. Bien entendu, il nous appartient aussi d'exercer une influence modératrice sur les Etats-Unis dont on peut espérer qu'ils ne seront pas toujours dirigés par l'actuelle administration. Il faut remarquer que c'est depuis Monsieur Reagan que les Etats-Unis ont développé un budget de défense considérable, très supérieur à celui dont ils avaient besoin avec le projet de bouclier anti-missiles. Je ne sais pas s'il faut considérer que ce bouclier peut être opérationnel

rapidement, je suis plus interrogatif, mais peut-être n'ai-je pas tous les éléments. De toute façon, je crois que ce bouclier anti-missiles répond à une menace qui n'est pas immédiate, je veux parler du couplage des missiles avec des armes nucléaires venant de pays supposés adverses. Bien entendu il faut y réfléchir mais il existe d'autres méthodes pour écarter ces dangers, des méthodes diplomatiques : vous avez fait allusion aux négociations entreprises avec l'Iran.

Je pense que si nous voulons pouvoir résister aux Etats-Unis, il faut que nous regardions la leçon de choses qu'a été la guerre d'Irak. L'Allemagne et la France n'auraient certainement pas pu résister si elles n'avaient pas eu au Conseil de sécurité l'appui de nombreux pays, à commencer par celui de la Russie.

Si je partage en gros votre analyse sur la Russie, je pense que le développement de nos relations avec la Russie est d'intérêt commun. Je vois tout le parti que l'Allemagne peut en tirer sur le plan de ses approvisionnements en gaz mais c'est un problème européen.

L'Europe a besoin aussi de la profondeur du marché russe pour se développer et la Russie a besoin de l'Europe avec laquelle elle fait près de 40% de son commerce extérieur, beaucoup plus qu'avec les Etats-Unis qui représentent seulement 7% ou 8% du commerce extérieur de la Russie. Cela crée des conditions favorables pour le développement de la coopération entre l'Europe

et la Russie ; la proximité géographique y contribue aussi et il y a des grands projets de développement à l'échelle du continent auxquels nous pouvons travailler ensemble.

Bref il me semble que l'Europe qui est faite de peuples latins, de peuples germaniques et de peuples slaves, a tout intérêt à une bonne compréhension entre Paris, Berlin et Moscou. C'est une nécessité qui dépasse d'éventuelles difficultés provisoires.

S'agissant de l'Europe, vous l'avez dit, c'est une Europe des nations vers laquelle nous allons mais l'Europe des nations peut très bien comporter certaines délégations de compétences, par exemple au niveau de la zone euro que nous ne remettons pas en cause. Nous pouvons aller vers un véritable gouvernement économique de la zone euro parce que c'est de cela dont nous avons besoin, pas seulement d'une Banque centrale européenne indépendante, conçue d'ailleurs sur le modèle de la Bundesbank : c'était la condition posée par le chancelier Kohl, acceptée par François Mitterrand, même si au fond nous n'étions pas convaincus. L'indépendance totale de la Banque centrale nous paraît une hérésie mais nous l'avons acceptée pour aller vers la monnaie unique. Maintenant que la monnaie unique existe, il faudrait peut-être penser à faire que l'Eurogroupe, la réunion des ministres des Finances, ait un vrai pouvoir sur la politique de change, qu'on assouplisse le pacte de stabilité budgétaire pour

déduire, par exemple, les dépenses de recherche. Car la stratégie de Lisbonne, définie en 2000, qui voulait créer l'économie de la connaissance la plus compétitive dans le monde, aujourd'hui est un échec. Nous en sommes très loin.

Comment y remédier ?

Permettre la déduction de certaines dépenses de recherche, au moins du plafond de déficit autorisé, serait un premier pas.

Il faut aussi aller, c'est l'évidence, vers une harmonisation fiscale et sociale progressive.

S'agissant de l'aspect militaire auquel je reviens, peut-être faut-il éviter de nous laisser imposer à travers l'Otan des systèmes de défense anti-missiles américains qui nous feraient prisonniers de la puissance américaine, qui priveraient l'Europe d'autonomie militaire et diplomatique.

Je le dis amicalement à Egon Bahr, s'agissant du projet de Constitution européenne : peut-être avons-nous un réflexe notarial, mais nous sommes très intéressés par ce qu'il y a **dans** la « Constitution ». Nous ne considérons pas qu'il s'agisse simplement d'un symbole de l'amitié entre les peuples. Nous voulons connaître les clauses de cette police d'assurance qu'on nous propose, en regardant le contenu de cette « Constitution », peut-être une erreur

d'expression. Le mandat de Laeken n'était pas de faire une constitution, c'était un point d'interrogation. C'est Monsieur Giscard d'Estaing qui a fait une constitution « *Verfassung* », et pas un traité, « *Vertrag* ». Si c'était un traité, la France aurait vu cela d'un meilleur œil, mais c'est une constitution. L'article 1 dit d'ailleurs « *la Constitution établit l'Union européenne* », l'article 6 : « *La Constitution et le droit européen priment le droit national* ».

Le réflexe est évidemment celui du petit bourgeois qui va chez le notaire, il lit les clauses du contrat et il voit aussi un article 41 qui dit que « *l'OTAN est l'instance de la mise en œuvre de la défense européenne* ». Au moment où on nous demande de signer le règlement de co-propriété, nous regardons quand même ce qu'il y a dans le contrat. C'est peut-être un réflexe bêtement cartésien mais c'est le nôtre : nous n'avons pas encore accédé à cette dimension dialectique qui ferait apparaître cette « Constitution » comme un pas en avant vers un destin merveilleux. Nous nous méfions de cette forme d'esprit, à tort ou à raison. Nous comprenons la grandeur de l'esprit allemand mais nous nous méfions aussi de Monsieur Giscard d'Estaing quand il se prend pour George Washington.

L'essentiel est la volonté politique de travailler ensemble, d'aller aux problèmes qui se posent réellement, d'abord les problèmes économiques et sociaux qui frappent l'Allemagne comme la France.

Puisque Egon Bahr va retourner en Allemagne d'ici dimanche, je voudrais qu'il y dise qu'en France on ne va pas voter pour ou contre l'Europe, ce n'est pas le problème. On va voter pour ou contre la constitution.

Ma question à Egon Bahr est plutôt celle-ci :

Ne faut-il pas prendre d'avantage en compte les problèmes économiques, y compris dans notre rapport à l'Amérique ? En effet, si l'Amérique a pu développer cette politique militaire, c'est sur la base d'un déficit qui ne peut pas se prolonger.

D'autre part, nous connaissons en Europe une stagnation complète dont il faut sortir.

Il faut donc intégrer cette dimension économique à l'ensemble des autres problèmes sur lesquels je suis plutôt d'accord avec Egon Bahr. Je voudrais ajouter à la fresque qu'il a dessinée cet aspect économique aussi bien dans nos relations avec les Etats-Unis qu'en ce qui concerne l'économie européenne elle-même, en lui disant que, le peuple français est naturellement un peuple très politique. Vous connaissez ce que disait Karl Marx : « *La France est une nation politique, l'Allemagne, une nation philosophique et la Grande-Bretagne une*

nation économique ». Je pense que ce n'était pas faux au XIX^e siècle, est-ce toujours vrai au XXI^e ?

Ma question est politique mais elle touche d'abord à l'économie aussi bien pour ce qui est de la capacité des Etats-Unis à soutenir leur politique militaire expansionniste que pour ce qui touche à la capacité de l'Europe de relancer son économie.

Merci de m'avoir écouté.

EGON BAHR

Si je dois m'efforcer d'apporter une réponse aux questions posées par Jean-Pierre Chevènement je vais commencer par ce qu'il y a de plus facile pour moi.

Je faisais partie de la Commission Olaf Palme qui s'est opposée à la présence de matériels atomiques sur le sol des pays qui n'étaient pas capables de contrôler ces armes nucléaires. Je ne pouvais rien dire à propos des armes atomiques françaises, britanniques ou autres mais cela voulait dire clairement que je ne voulais pas d'armes atomiques sur mon sol, c'est ma position depuis toujours.

L'article 26 de notre Constitution dit explicitement qu'il est interdit de participer à une guerre agressive, c'est-à-dire à une guerre menée sans le mandat ni l'autorisation des Nations unies. Nous n'approuvions pas la guerre en ex-Yougoslavie et il est évident que notre position sur la guerre en Irak est justifiée par cet article de notre Constitution : nous n'aurions pas pu avoir un autre avis.

Avant de me rendre aux Etats-Unis en 2002, j'ai demandé à notre chancelier :

« L'article 26 ne nous permet pas de participer à la guerre en Irak. Pourquoi ne le dis-tu pas ouvertement ? Ce serait un soulagement dans ces discussions internationales. »

- J'y avais déjà pensé, m'a-t-il répondu.

Il avait déjà consulté ses conseillers qui lui avaient répondu : « Ce n'est pas simplement la participation à une guerre d'attaque qui est interdite mais toute la préparation à une éventuelle guerre d'attaque est également interdite. »

La préparation inclut le fait de donner des droits de survol de son territoire. Si on avait dit aux Américains qu'en plus on leur interdisait de survoler le territoire allemand, cela aurait voulu dire qu'on leur interdisait toute présence, toute utilisation de leurs bases allemandes. Et, mes chers amis, je dois dire que

nous ne sommes pas assez forts - en tout cas pas aussi forts que la France - pour dire quelque chose de ce genre aux Etats-Unis.

Ce que je veux dire par là c'est que j'ai une grande sympathie pour ce que vous avez dit. Nous serions tout à fait prêts à renoncer à la présence d'une arme atomique américaine sur le sol allemand. Notre idée de l'Union européenne, de l'unité européenne, qui inclut d'ailleurs la question de la défense, ne comprend pas le sujet des armes nucléaires. La position particulière de la France qui possède des armes nucléaires ne sera pas une question susceptible d'être européanisée ; elle ne fera pas partie non plus d'un débat sur la défense européenne, à cause de notre position. On ne partage pas l'arme nucléaire avec son meilleur ami. Je n'ai pas besoin de vous le dire, vous avez été ministre de la Défense, je pense que vous en savez largement assez sur ce sujet. Avec Willy Brandt et Helmut Schmidt, nous avons toujours défendu le principe suivant : Nous ne pensons pas pouvoir un jour réutiliser des armes atomiques. Alors pourquoi voulez-vous qu'on s'encombre d'une arme que, de toute façon, on n'a pas envie d'utiliser qu'on n'a pas le droit d'utiliser, qu'on n'a pas envie d'avoir le droit d'utiliser ? Les Etats-Unis vont garder leurs armes nucléaires, la France va garder ses armes nucléaires. Nous n'avons absolument rien contre cette propriété de la France, comme d'autres membres de l'Union européenne.

Deuxième point : Nous pouvons créer les conditions de l'action. Je me souviens d'une discussion avec François Mitterrand, à l'Élysée, au cours de laquelle il m'avait dit à peu près :

« Parler d'autonomie en matière de défense de l'Europe relève de la discussion de cour d'école maternelle alors que nous ne sommes pas capables d'envoyer un satellite d'observation là-haut dans l'espace et tant que nous sommes obligés de dépendre du bon vouloir des États-Unis, de ce qu'ils nous disent, de ce qu'ils ne nous disent pas... »

Il avait entièrement raison. Je voudrais vous rappeler que cela nous a pris un certain temps avant, non pas de résoudre ce problème, mais d'avancer sur ce sujet. C'est une partie de la réponse.

Qui nous empêche d'atteindre cette autonomie d'action de l'Europe ?
Personne d'autre que nous-mêmes.

Ce n'est pas un problème mais nous nous développons à des rythmes différents. Ce « gros machin » de l'Europe des vingt-cinq, bientôt des vingt-sept, n'est pas gouvernable si je ne dispose pas d'un mécanisme pour manœuvrer tout cela.

Et puis il y a l'Europe de Schengen, et l'Europe de l'euro... Qu'est-ce qui nous empêche d'avoir l'Europe de la sécurité, de la politique extérieure, de la

défense, en tout cas pour les pays qui en ont envie et qui le peuvent, ceux qui ont la volonté de faire cette Europe de la sécurité ? Mais cela ne marche pas sans l'Allemagne et la France. La constitution l'a d'ailleurs prévu expressément. Je suis convaincu - et je l'ai toujours été - que cela vaut vraiment la peine d'être essayé. Cela ne marchera pas sans la constitution, autour de ces deux pays, d'un groupe de pays, en particulier ceux du noyau fondateur de l'Union européenne, mais aussi, et c'est indispensable, un des grands pays d'Europe Centrale, par exemple la Pologne. Il est indispensable que ne se répètent pas les divisions qui ont accompagné la crise irakienne.

Le 3 octobre, si toutefois le 3 octobre on obtient le feu vert pour commencer les négociations en vue de l'accueil de la Turquie au sein de l'Europe, je suis convaincu que nous ne pourrons pas faire autrement que d'insister sur l'autonomie de l'Europe en matière de défense. L'Europe va devenir, et doit devenir, capable d'agir. Si, au cours des quinze années à venir, la Turquie devait faire partie de notre Union, je pense qu'il faudra qu'une Europe de la défense autonome par rapport aux Etats-Unis ait vu le jour. Je pense que la position stratégique de la Turquie est particulièrement intéressante même si elle est insolite. Les Turcs en savent probablement un peu plus là-dessus que la majorité des pays européens, grâce à leur expérience au cours de la deuxième guerre du

Golfe. Ils seraient donc particulièrement avisés en ce qui concernerait d'éventuelles négociations ou actions par rapport au Moyen-Orient, au Proche-Orient.

Je pense comme vous que l'Asie centrale est particulièrement importante, c'est un territoire sous contrôle américain, avec des bases américaines (ils ne l'auraient jamais imaginé il y a cinq ans). Ce n'est pas un hasard si l'orientation stratégique des intérêts américains pour la sécurisation et le renforcement de leur hégémonie, de leur domination mondiale, passant par le Proche-Orient et le Moyen-Orient, va en direction de l'Asie. La politique extérieure et étrangère américaine nous pose la question et nous confronte à cette situation : Qu'est-ce qui se passe avec les Européens dans cette région riche en gaz, en pétrole... ? Je ne connais pas entièrement la réponse européenne à l'heure qu'il est mais les Américains n'attendent pas. Ce n'est pas non plus un hasard s'ils insistent pour que la Turquie fasse partie de l'Union européenne.

Pensez qu'il y a quelques années encore, nous avions l'Union soviétique : comment voulez-vous savoir ce qui va se passer dans quinze ans ? Je ne suis absolument pas capable de vous dire à quoi va ressembler le monde en 2025 ou 2030. On ne va pas avancer moins vite, le monde ne va pas s'arrêter de tourner, c'est une certitude mais c'est la seule. Tout ce que je voudrais vous dire ici, c'est que les Européens devraient devenir capables d'agir tout seuls, par exemple de

dire aux Américains : « Nous allons nous occuper des Balkans, vous pouvez rentrer chez vous... » Si nous ne sommes pas capables de nous occuper des Balkans, alors nous sommes des nains, nous sommes ridicules. Osons ! Nous pouvons quand même soulager les Américains, ils peuvent quitter les Balkans pour aller ailleurs. Les Balkans sont notre jardin ! C'est l'Europe ! Il faut que nous soyons capables d'y garantir la stabilité !

Le dernier point : l'économie. Là j'ai été pris à froid parce qu'il se trouve que j'en sais moins que vous sur ce sujet. Je pourrais dire qu'en principe je vous donne raison mais je vais oser poser quelques points d'interrogation.

Je constate que les Chinois ont ramassé et amassé tellement de dollars que s'ils devaient réinjecter tout cela sur le marché, ils ruineraient le dollar. Cela dit, ça ne les intéresse pas de ruiner le dollar. Les pays producteurs de pétrole ont également des matelas de dollars qui, s'ils étaient libérés, feraient sombrer le dollar à tout jamais. Contrairement à ce qui s'est passé lors du krach boursier des années Trente, le monde est devenu particulièrement prudent et se préoccupe d'éviter un vrai krach parce que tout le monde en souffrirait.

Alors, fort de ces expériences et, en tout cas, avec le souvenir que j'en ai, je me dis que ça ne ferait pas de mal si l'euro était un peu plus fort. Mais on ne

peut le faire qu'en accord avec la Banque européenne dont vous avez parlé, avec les gouvernements et, peut-être aussi en ayant des contacts avec Moscou et Pékin. Moscou est devenu assez fort, les Russes sont même capables d'anticiper le remboursement de leurs dettes (je me souviens que rapidement, après avoir accordé des crédits, nous avons récupéré cinq milliards de dollars, c'est quand même une petite somme !).

Alors je vois cela, la manière dont ça se développe et j'ai envie de dire que je suis globalement d'accord mais je ne connais pas suffisamment bien le sujet. Cela dit, ça me permet d'ajouter : il faut y aller mais avec prudence, il faut faire attention.

Et puis, finalement, pour conclure, j'ai envie de dire que vous avez entièrement raison en ce qui concerne Gerhard Schröder, c'est un homme sur lequel on peut compter, quelqu'un qui sait dans quelle direction il veut que l'Europe aille avec la France, avec la Russie. Mon respect pour lui a encore grandi depuis dimanche dernier¹. parce qu'il m'a rappelé Willy Brandt qui, dans une situation similaire, en 1972, a dit, lorsque nous n'avions plus la majorité : « Il va falloir anticiper les élections parce qu'il vaut mieux sombrer avec les drapeaux qui flottent au vent plutôt qu'à genoux ». Lorsqu'on est convaincu de

¹ Dimanche 22 mai 2005. Le SPD perd le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie. Le Chancelier Schröder en déduit la nécessité d'anticiper d'un an les élections nationales au Bundestag prévues en septembre 2006.

quelque chose, lorsqu'on sait que quelque chose doit être fait, alors il faut le faire. Et la population a tellement respecté Willy Brandt qu'en l'espace de quatre mois, à partir d'une situation où personne ne voulait plus rien faire pour la coalition sociale-libérale, le SPD a connu un succès inégalé aux élections de 1972. Le pays demande à être confronté à une question claire de manière à pouvoir prendre une décision claire. Il demande que ça ne traîne pas encore pendant un an, un an et demi, qu'on n'en arrive pas à un blocage de l'opposition au Bundesrat : on ne veut pas en arriver à cette situation.

Et maintenant, mon tout dernier point :

Vous avez parlé, cher Jean-Pierre Chevènement, de ce qui était décidé à Bruxelles. Finalement, ça fait déjà un moment que ça dure, que des compétences extraordinaires ont été transférées vers Bruxelles par les parlements nationaux. Mais aucune nouvelle compétence ne s'est ajoutée à celles-là depuis Maastricht. Nous avons une barrière qui s'érige depuis que le Tribunal Constitutionnel de Karlsruhe a pris la décision de ne pas opérer de transfert complémentaire de compétences sans la participation des populations. On va bien voir ce que vous allez faire dimanche. J'ai vraiment hâte d'y être. J'espère que tous ceux qui

voteront « non » auront raison. J'espère aussi que cela ne retardera pas l'avancée de l'Europe, en tout cas c'est mon souhait le plus fondamental.

Merci

Le problème de l'Euro et celui de sa parité avec le dollar est aussi celui de son rôle dans les relations internationales. Je pense que ça se gère. Or, actuellement, il n'y a pas de politique de la Banque centrale européenne ; elle a perdu un milliard six cent millions d'euros l'an dernier parce qu'elle conserve toutes ses réserves en dollars, ça peut paraître curieux.

En effet on pourrait gérer la montée en puissance de l'euro comme monnaie de réserve par rapport au dollar, avec précaution, bien sûr, en relation avec la Russie et la Chine notamment. Mais c'est une démarche très politique qui implique une volonté politique. Malheureusement le statut de la Banque centrale interdit toute influence politique de « quelque autorité démocratique extérieure que ce soit. Le problème n'est donc pas un transfert de compétences, il est un réaménagement. A l'intérieur même des règles européennes actuelles, il faut donner à la réunion des ministres des Finances, qu'on appelle l'Eurogroupe des pouvoirs effectifs qu'actuellement, et dans la « Constitution » non plus, il n'a pas. C'est ce que j'ai voulu dire en parlant de gouvernement économique.

Un mot sur l'Asie centrale. On ne peut pas parler de l'Asie centrale sans évoquer les problèmes énergétiques. L'Asie centrale est moins riche que le Moyen-Orient mais elle est quand même très riche, par conséquent c'est un problème qui intéresse les Etats-Unis car le contrôle de l'énergie c'est la maîtrise du monde. Evidemment les Etats-Unis ne sont pas tout seuls en Asie centrale. En Asie centrale il y a les Russes, pas très loin les Chinois et puis les Turcs, les populations turcophones.

EGON BAHR

... et les bases militaires américaines ! Et je ne crois pas que les Américains se retireront de ces bases militaires dans un avenir proche.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

On ne peut pas maintenir des bases dans des pays hostiles. Imaginez qu'une révolution islamique triomphe en Ouzbékistan, je ne sais pas ce que deviendraient les bases américaines, car il y a des limites à la capacité d'occupation du terrain. C'est un principe militaire de base : on ne peut contrôler que ce qu'on tient au sol. Les Américains tiennent l'espace, c'est clair, dans les airs, sur les mers, ils sont très forts, on ne rivalise pas avec eux mais sur le terrain c'est une autre affaire. Je dis cela parce qu'en tant qu'Européens nous ne devons pas nous laisser entraîner dans des conflits qui ne seraient pas les nôtres.

En matière d'énergie, il faut commercer avec les pays qui détiennent les ressources énergétiques puis il faudra penser à se libérer du pétrole car le pic de production est maintenant à dix ou quinze ans, c'est-à-dire que la production va décliner². Ceci pose un vrai problème scientifique, technologique et pose la question du nucléaire civil et de sa relance, car le gaz lui-même n'est pas indéfiniment disponible.

Je reviens à des questions plus pratiques. Je ne veux pas engager la Fondation où il y a des gens d'opinions politiques évidemment très différentes - pour ma part je pense que Gerhard Schröder est un chancelier qui sert les intérêts de

² On peut se reporter aux actes du colloque « Approvisionnement énergétique de l'Europe et politique de grand voisinage », publiés par l'Association pour la Fondation Res Publica.

l'Allemagne, je pense aussi que nous avons besoin, Français et Allemands de discuter des questions économiques en Europe. La situation actuelle n'est pas acceptable, nous devons réfléchir stratégiquement à ces questions. Les électeurs, c'est normal en démocratie, disent oui, ou disent non, votent pour les rouges, les blancs, les verts, les noirs... Il faut quand même se mettre d'accord sur le fond, et c'est de ce dialogue dont nous sommes évidemment très friands.

Merci à Egon Bahr, très chaleureusement, d'être venu à Paris. Nous avons tous été passionnés par ses propos.

Il n'y a pas de place pour beaucoup de questions. Limitons-nous à trois. Merci d'être aussi concis que possible.

QUESTION DANS LA SALLE

Vous avez dit, Monsieur Bahr, que l'Allemagne ne représente plus une menace militaire - ce avec quoi les habitants de Belgrade ne seraient peut-être pas d'accord - ni une menace économique... mais l'Allemagne est arrivée à répandre dans l'Europe entière et même au-delà le principe ethnique qui est gravé dans le marbre du traité constitutionnel, article 82 où il est question

d'« *origine ethnique ou sociale* ». Dans l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme, que l'article 82 reproduit, il était encore question d'« *origine nationale ou sociale* ». Le principe ethnique est une arme redoutable d'apparence anodine, Monsieur Chevènement lui-même nous voit maintenant « *multiethniques* » comme il l'a dit tout à l'heure...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

J'ai hésité...

MEME INTERVENANTE

... C'est une arme redoutable, un levier de déstabilisation à l'intérieur des pays. La France, jusqu'à présent, a échappé à cela ; elle n'a pas de minorités ethniques, ce qui est un luxe et une liberté incroyables. Ne serait-ce que pour

cette seule raison, je souhaite que le Traité constitutionnel soit rejeté par les Français.

QUESTION DE LA SALLE

Monsieur Egon Bahr, j'étais à Moscou récemment avec vos compatriotes, notamment Madame Hoffmann et les élus de la Douma. Je suis le responsable de la commission Russie du Club Démocraties.

Vous n'avez pas parlé du problème de l'Espagne et du rôle justement moteur de cet axe Paris-Berlin-Moscou, qui a un effet d'entraînement - j'emploie le mot russe *troïka* - de dynamique pour le renforcement de ce que j'appellerai la grande Europe en y arrimant la Russie comme partenaire stratégique.

QUESTION DE LA SALLE

Bonsoir, je viens du monde arabe et je tiens à noter que, pour les peuples du Sud en général, entendre parler d'un axe Paris-Berlin-Moscou signifie le projet, l'espoir, de rétablir un certain équilibre mondial qui ferait que la politique internationale irait vers une autre issue.

Je veux poser deux questions à Monsieur Bahr :

Vous avez commencé par évoquer le fait que les valeurs fondamentales sont les mêmes entre l'Europe et les Etats-Unis. Peu après, vous avez évoqué les deux piliers de la vision américaine : le pilier de la sélection, le peuple élu et le pilier de la puissance qui résulte du premier : les guerres préventives, le va-t-en guerre, l'idéologie du profit, le libéralisme poussé à l'extrême dépourvu du sens humain qui est le propre des civilisations millénaires que nous avons autour de la Méditerranée.

L'Europe partage-t-elle ces valeurs américaines dont vous venez de parler ? Comment dire après cela que les valeurs fondamentales de l'Europe et des Etats-Unis sont les mêmes ? A propos de la guerre d'Irak, nous avons constaté que la différence de position entre l'Europe et les Etats-Unis résultait de ce désaccord de valeurs, plus que de la position géopolitique qui fait que l'Europe a les pieds dans l'Atlantique et les cheveux qui flottent sur les vagues de la Méditerranée. Pour moi, Monsieur Jean-Pierre Chevènement (dont j'ai traduit un ouvrage)

exprime une certaine idée de la République. Je me suis beaucoup arrêtée sur la dénonciation du mercantilisme. Je pose maintenant la question : n'est-ce pas du mercantilisme que de dire : « *nous ne sommes pas en désaccord avec les Etats-Unis, laissons-les faire la guerre puisqu'ils sont les plus forts - ce que vous avez dit dans un certain sens- dans le monde arabe et ailleurs et ne rivalisons pas avec eux à propos de ces guerres?*

Nous avons la conviction que vous rivalisez avec eux sur le plan des valeurs et pas seulement de la politique.

Dernière question : je ne comprends pas comment vous parlez de l'Afrique du sud comme d'un Etat de droit en donnant pour preuve que Nelson Mandela a passé vingt-cinq ans en prison.

EGON BAHR

Chère Madame, je vais commencer par les dernières questions. Peut-être ne me suis-je pas exprimé assez clairement.

L'Afrique du sud n'était pas une démocratie tant qu'elle connaissait le système de l'apartheid où la majorité était opprimée, mais elle était un Etat de droit dans la mesure où, sans cet Etat de droit, Mandela aurait été tué. Or il a survécu. C'est pourquoi j'ai dit que l'Etat de droit est encore plus

important que la démocratie, notamment pour les pays qui ne connaissent pas de tradition démocratique.

Deuxième point : comme nous le voyons il est incontestable que la proximité de valeurs entre l'Amérique et l'Europe est plus importante qu'avec tout autre continent. Je parle des valeurs des Lumières, des valeurs de la démocratie et des libertés individuelles. En même temps ceci ne signifie nullement que nous soyons conduits à partager le pouvoir. La volonté des Américains de dominer le monde n'a rien à voir avec le siècle des Lumières ; c'est l'arrogance du puissant. En Europe, la conception de l'individu n'a rien à voir avec cette idée américaine de constituer le peuple élu de Dieu. Il est donc tout à fait possible que, sur fond de valeurs historiques communes, la politique actuelle amène à des manifestations politiques, sociétales et individuelles différentes dans chacun des pays. C'est ce que je voulais dire.

Autre point que j'ai noté : Nous ne sommes pas rivaux en termes de valeurs. C'est tout ce que je peux vous dire. Le débat sur la différence des valeurs a été complètement tu pendant la guerre froide. La menace était trop importante et on ne pouvait pas entrer dans ce débat sur la différence des valeurs. La question n'est évidemment pas de faire entrer les Etats-Unis dans l'Union européenne ! Tant qu'ils ont la peine de mort, on ne pourrait d'ailleurs rien y faire. Tout pays qui veut devenir membre de l'Union européenne doit abolir la peine de mort, et cela vaut pour les Turcs par exemple.

Après la fin du conflit Est-Ouest, nous avons pris conscience des différences qui nous séparent. La situation est telle que la force du droit, dont j'ai parlé tout à l'heure, est acceptée par les Américains qui identifient le droit du plus fort avec cette force du droit. En Europe, en France comme en Allemagne, il existe un système de droit qui consiste à faire voter des lois par le Parlement, et les juges sont tenus de juger selon ces lois. Ce n'est pas le cas aux Etats-Unis où on peut changer les lois par la jurisprudence. Le plus fort peut ainsi s'imposer, obtenir le droit et changer le droit. Le système de droit est donc radicalement différent de celui qui prévaut en Europe. Mais je ne vais pas entrer dans le détail.

Nous aurions pu parler davantage du Sud. L'Islam est un univers énorme et le monde arabe représente un thème important à propos duquel nous aurions dû échanger. Je vous demande de m'en excuser mais nous n'avons pas eu le temps de traiter de façon exhaustive le thème qui m'avait été proposé : l'Amérique, l'Europe et la Russie. Tout ce que je peux vous dire c'est que nous n'avons pas encore de politique à l'égard de l'Islam.

Bien sûr je suis en faveur d'une position multiethnique sans pouvoir vous dire quelle est la teneur de tel ou tel article : je n'ai pas lu parce que je ne l'estime pas important.

Un dernier point : Belgrade. Si vous me concédez deux minutes, je vais vous raconter ce qui s'est passé après les élections de 1999 quand Helmut Kohl a été battu et que Gerhard Schröder est devenu chancelier. Avant même d'avoir été nommé chancelier, il avait fait un voyage pour rencontrer le Président Clinton et lui dire : « Bien entendu, je respecterai les engagements de mon prédécesseur concernant Belgrade, mais pas avec des soldats. Si vous demandez que nous envoyions des soldats, mon gouvernement social-démocrate/vert ne verra jamais le jour ». Bill Clinton l'avait bien compris et avait accepté.

Au retour de Gerhard Schröder, nous étions tous soulagés.

Mais, trois jours plus tard, le Président américain l'appelle et lui dit : « *Clear evidence* : toutes les nouvelles de Belgrade disent que si les Allemands n'envoient pas de soldats, personne ne prendra au sérieux la menace de l'OTAN ». Ceci nous mit dans une situation horrible, parce que nous ne voulions pas que l'OTAN frappe dans le seul but de montrer qu'elle n'était pas un tigre de papier. C'est alors que nous avons décidé d'envoyer des soldats allemands, mais ce n'était pas de gaieté de cœur.

Puis, le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, déclara au Bundestag que Slobodan Milosevic s'était rendu, qu'il retirait les milices et troupes yougoslaves du Kosovo. Là encore, nous étions soulagés. Ensuite vint l'UCK et M. Milosevic réagit : « Ce n'est pas comme ça que je veux que ça se passe ... » et il vira donc les observateurs UCK. Enfin Madeleine Albright vint dire : « il va plier une troisième fois et, s'il ne le fait pas, nous ferons des frappes aériennes ; au bout de quarante-huit heures au plus tard, il cédera ». Mais il n'a pas cédé et c'est ainsi que nous avons été entraînés dans la guerre,

parce qu'on ne pouvait plus discuter de la participation allemande décidée trois mois plus tôt.

Puis ce nouveau gouvernement social-démocrate et écologiste était le seul qui, à l'encontre de la stratégie votée par l'Alliance, ait présenté un plan en cinq points qui ramenait les Russes dans le jeu. Ce plan a obtenu l'acceptation des Chinois, a obtenu le mandat des Nations Unies – ce qui permettait d'avoir moins mauvaise conscience -. Et c'est ce plan qui, accepté par les alliés américains, a permis d'engager des négociations avec Slobodan Milosevic pour finir la guerre et aboutir à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Donc il n'y a pas eu de guerre, mais pas non plus de paix. Ce que je veux vous dire, c'est que ce gouvernement a fait ses preuves : il a certainement contribué à terminer la guerre. Cette guerre terrible a montré clairement aux Européens ce que sont les rapports de forces dans le monde. Les Américains ont envoyé neuf cents avions, les Allemands, dix, et la France, je crois, vingt-quatre. C'est ça la réalité ! C'est ici que commence la réflexion européenne autour d'une indépendance européenne en matière de défense.

Et voilà où nous en sommes. En tout cas on aura appris beaucoup de choses et on aura avancé. J'aimerais aussi ajouter une chose : l'Allemagne n'a rien contre le fait que la France soit le leader dans des domaines où elle en sait beaucoup plus que nous, ce qui est le cas pour le Proche-Orient et le Moyen-Orient. Jean-Pierre Chevènement a entièrement raison lorsqu'il parle de l'Asie centrale, c'est vrai que beaucoup d'intérêts y sont concentrés et que des questions se posent. Je crois qu'il est vraiment grand temps que l'Europe mette au point une politique spécifique pour l'Asie centrale. Il y a une présence militaire française au Kurdistan, il y a aussi des Allemands et des Néerlandais. Il existe des liens avec l'Afghanistan, l'Ouzbekistan et les bases américaines sont puissantes. Je n'ai absolument aucun doute quant à l'éventualité que les Etats-Unis tout à coup prennent peur si jamais les choses commençaient à bouger un peu plus là bas. Il fut un temps où ils s'entendaient très bien là bas avec tous ceux qui avaient le pouvoir, mais la démocratie n'est jamais pour eux un préalable pour installer leurs bases. De plus, ceux qui étaient les plus démocrates dans la région ont disparu à la suite de putsch. Pour tous les autres alentour, c'est le signe que finalement il ne faut pas être si démocrate que ça, puisque cela ne sert à rien : il s'agit plutôt d'être dur, impitoyable. Et cela, bien sûr, est non seulement accepté par les Etats-Unis, mais n'empêche nullement leur soutien financier : il s'agit d'intérêts de pouvoir.

Alors que vive la démocratie !

Merci beaucoup pour votre attention.

EDOUARD HUSSON

Je crois qu'il est temps de conclure. Nous avons eu droit à un exposé extrêmement riche, passionnant, une leçon de diplomatie venant de quelqu'un qui nous a fait part de son expérience et de sa connaissance des dossiers actuels. Ce qui est important aussi, c'est que nous ayons remarqué les divergences, les différences qu'il peut y avoir. Je crois que nous venons d'entendre, dans la grande tradition qui avait été fixée par Willy Brandt pendant la République fédérale, et donc de la bouche d'un de ses plus proches collaborateurs, ce qu'est la diplomatie d'une démocratie allemande apaisée et souhaitant contribuer à l'équilibre de l'Europe et du monde. Ca ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec tout ce qui a été dit, ça ne veut pas dire que nous faisons la même lecture de textes qui sont en discussion en ce moment. Je crois qu'il est très important de retenir qu'il ne peut pas y avoir effectivement de partenariat stratégique européen, d'Europe stratégiquement indépendante sans une coopération de la France et de l'Allemagne. Coopération ne veut pas dire fusion,

identité des vues, la force de l'Europe c'est sa diversité, c'est ce qui fait la grande différence avec les Etats-Unis et je pense que nous aurons tous ce soir appris énormément, non seulement sur ce qui peut nous permettre de travailler ensemble mais aussi sur les divergences que nous avons à comprendre. Nous avons entendu, ce soir, et admiré la formulation d'un « pacifisme rationnel », qui correspond au meilleur de la tradition diplomatique allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est le système diplomatique correspondant le mieux à la vocation et aux intérêts de la nation démocratique allemande – comme la politique étrangère du général de Gaulle a tracé la voie diplomatique la plus apte à exprimer la vocation et les intérêts de la nation française à l'âge de la démocratie. Ces deux traditions, celles de Willy Brandt et de Charles de Gaulle, rendent des sons différents mais elles aboutissent, la crise irakienne de 2002-2003 l'a montré, à exprimer ensemble les intérêts authentiques de l'Europe. Je vous remercie de l'attention soutenue avec laquelle vous avez suivi ce débat d'une haute tenue.

Achévé
d'imprimer
en juillet 2005

Cahiers de l'Association pour la Fondation Res Publica déjà parus :

*Recherche et mondialisation, propositions pour la recherche
française, 20 septembre 2004*

*Approvisionnement énergétique de l'Europe et politique de grand
voisinage, 14 décembre 2004*

Une éducation civique républicaine au XXI^e siècle, 10 janvier 2005

Islam de France : où en est-on ?, 14 février 2005

*Débat MM. Egon Bahr et Jean-Pierre Chevènement
Mardi 24 mai 2005*

ASSOCIATION POUR LA FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

@ res-publica@wanadoo.fr